

Date : 13/12/11

Près de 4 000 manifestants à Bayonne pour une résolution démocratique



Carole SUHAS

Environ 4 000. C'est le chiffre qu'annoncent les organisateurs de la manifestation de samedi dernier à Bayonne, en faveur d'une "résolution démocratique du conflit en Pays Basque". Dans le cortège, figurait un nombre important d'élus, notamment du Parti socialiste, dont la sénatrice Frédérique Espagnac et le vice-président du Conseil général, Kotte Ecenarro. A leurs côtés, l'élú gipuzkoar Martin Garitano, venu représenter la coalition Bildu. "Depuis les premières manifestations pour Aurore Martin", il y a un an, "la mobilisation est de plus en plus importante ainsi que l'adhésion populaire", a souligné Xabi Larralde, porte-parole de Batasuna. "D'autant qu'aujourd'hui, la manifestation a un objet bien plus large qui est la résolution démocratique du conflit", a-t-il ajouté.

A la fin de la calme manifestation qui a traversé le centre-ville de **Bayonne** et son **marché de Noël**, le représentant de la Ligue des droits de l'homme du Pays Basque, Christophe

Évaluation du site

Le site Internet du Journal du Pays Basque présente la version papier ainsi que l'actualité générale du Pays Basque français et espagnol.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 20

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Desprez, a lancé : “Tous les prisonniers qui sont libérables doivent l’être immédiatement, les autres doivent être regroupés de façon à pouvoir prendre part au processus de résolution, tous les partis interdits doivent être légalisés, toutes les formes de répression doivent disparaître, et toutes les victimes doivent être reconnues”.

Ces demandes sont approuvées par un large spectre d’associations, syndicats et partis, allant du MoDem à la gauche abertzale.

Le candidat Poutou réagit

Daniel Poutou, candidat NPA aux présidentielles françaises demande, par le biais d’un communiqué à la suite de la manifestation, l’implication des Etats français et espagnol ainsi que le “regroupement des prisonniers politiques, et la libération de ceux malades ou ‘conditionnables’”. Il ajoute qu’“au lieu de ça, la répression continue” et que si “la lutte armée a cessé, les raisons politiques du conflit demeurent. La question politique de fond est en effet le droit à l’autodétermination pour le peuple basque, c’est-à-dire le droit de choisir son destin, d’être consulté sur son devenir”.